

BUREAU DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Selon l'article 115 de la Charte de l'OEA, et conformément à l'action et à la politique arrêtées par l'Assemblée générale et aux résolutions des Conseils, le Bureau du Secrétaire général adjoint joue le rôle de secrétariat du Conseil permanent, prête des services consultatifs au Secrétaire général et s'acquitte des tâches que celui-ci lui confie.

Le Bureau du Secrétaire général adjoint a fourni un appui technique et opérationnel à la trente-deuxième Session ordinaire de l'Assemblée générale tenue à la Barbade et à la vingt-neuvième Session extraordinaire de l'Assemblée générale qui a eu lieu au siège de l'Organisation. Il a également coordonné les services techniques et opérationnels préparatoires à la trente-troisième Session ordinaire de l'Assemblée générale qui doit avoir lieu au Chili en juin 2003.

En exécution de l'Instruction 97-2, le Bureau du Secrétaire général adjoint a coordonné et supervisé les Services suivants: le Secrétariat aux conférences et réunions, le Secrétariat exécutif de la Commission interaméricaine des femmes (CIM), la Bibliothèque Colomb, l'Institut interaméricain de l'enfance (IIN), le Musée des Amériques, le Comité interaméricain sur les situations de crise, et les bureaux hors siège de l'OEA. Il a coordonné les relations de coopération notamment avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, les organes du Système interaméricain, l'Association des États de la Caraïbe et le Système d'intégration centraméricain (SICA). Il s'est acquitté de tâches spécifiques de coordination concernant la situation en Haïti avec la Communauté des Caraïbes (CARICOM), la Banque interaméricaine de développement (BID) et la Banque mondiale.

Le Bureau du Secrétaire général adjoint a contribué aux efforts du Secrétaire général visant à trouver une solution à la crise politique et institutionnelle que traverse Haïti conformément à la volonté exprimée par les États membres de l'Organisation et il a organisé les réunions du Groupe des amis d'Haïti et y a participé. En outre, le Bureau a appuyé le Bureau du Secrétaire général dans le processus de négociation en vue d'un règlement pacifique du conflit territorial opposant le Belize et le Guatemala et dans l'enquête sur le détournement d'armes nicaraguayennes aux *Autodefensas Unidas* de Colombie.

En sa qualité de Secrétaire du Conseil permanent et de ses organes subsidiaires, le Secrétaire général adjoint a collaboré avec les représentants des pays membres et observateurs à la préparation et tenue des 33 séances ordinaires, 18 séances extraordinaires, 6 séances protocolaires et d'une réunion conjointe du Conseil avec la CEPCIDI. Il a également assuré le suivi des travaux des commissions et des groupes de travail du Conseil permanent qui ont tenu plus de 150 réunions.

BUREAUX HORS SIÈGE DE L'ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS

Les Bureaux hors siège de l'OEA appuient l'élaboration, la mise en oeuvre et l'évaluation des programmes de coopération technique de l'Organisation dans les pays où ils sont installés. Ils représentent le Secrétariat général, prêtent leur appui aux autres activités de l'Organisation et contribuent à faire connaître ses objectifs.

La présente section du rapport recense succinctement les activités menées par les Bureaux hors siège pendant la période allant de mars 2002 à février 2003. L'un des événements les plus marquants de cette période a été la réunion du Secrétaire général adjoint avec les Directeurs des bureaux hors siège des pays des Caraïbes. Celle-ci a eu lieu parallèlement à la trente-deuxième Session ordinaire de l'Assemblée générale qui s'est tenue à la Barbade, dans le cadre des efforts permanents déployés pour orienter la politique et échanger des points de vue sur le fonctionnement de ces bureaux.

Pendant cette période, plusieurs bureaux hors siège, en particulier ceux d'Haïti et du Venezuela, méritent une mention spéciale en raison de l'appui qu'ils ont apporté et continuent d'apporter au Secrétaire général et au Secrétaire général adjoint pour faciliter le règlement des difficultés politiques que connaissent ces deux pays. De même, les bureaux hors siège au Belize, au Guatemala et au Nicaragua se sont montrés particulièrement utiles en ceci qu'ils ont épaulé le Secrétaire général en sa qualité de témoin d'honneur du règlement du différend frontalier entre le Belize et le Guatemala. À maintes reprises, les directeurs de ces trois bureaux ont dû s'acquitter d'importantes fonctions pour faciliter la tâche du Secrétariat général face aux difficultés qui se sont présentées dans l'exercice de ses responsabilités de témoin privilégié. Les contributions de ces bureaux ont été reconnues lors de la cérémonie du 30 septembre 2002 qui a marqué la fin des activités des deux médiateurs de ce processus.

Les bureaux hors siège en Équateur, au Pérou et au Nicaragua ont également prêté un appui précieux à la Mission d'observation des élections détachée par l'Organisation dans ces pays. En ce qui concerne l'Équateur, le Bureau a facilité et aidé la Mission d'observation des élections lors des deux tours des élections présidentielles. En effet, pendant le deuxième tour, le Bureau en Équateur a été le siège à partir duquel la Mission d'observation des élections a travaillé et il a mené toutes les activités nécessaires de coordination et d'appui se rapportant à cette mission et il a accordé son soutien inappréciable au chef de mission.

L'étude des bureaux hors siège, élaborée en exécution du mandat conféré par l'Assemblée générale à sa trente et unième Session ordinaire et présentée au Président du Conseil permanent le 21 novembre 2001 (CP/doc.3532/01), a été soumise à l'examen de la Commission des questions administratives et budgétaires (CAAP) au début de 2002, et son examen n'est pas terminé. Par ailleurs, conformément au mandat énoncé dans la résolution AG/RES. 1909 (XXXII-O/02), le Secrétariat a présenté un document sous le couvert duquel figure le plan de travail de chaque bureau ainsi qu'un rapport sur les fonds ou subventions reçus par chacun d'entre eux du gouvernement hôte.

Quelques-unes des principales activités menées par les bureaux hors siège de l'OEA l'an dernier sont présentées ci-dessous:

Appui administratif et logistique aux organes de l'OEA

Les bureaux hors siège ont accordé leur soutien aux différents organes de l'Organisation en mettant en oeuvre des programmes et projets approuvés dans leurs pays respectifs. Une grande partie des activités des bureaux concerne les bourses attribuées aux citoyens des États membres, et a consisté à appuyer le nouveau programme de bourses. Presque tous les bureaux ont prêté une large gamme de services d'appui aux bourses et aux boursiers. Ces bureaux se sont notamment chargés de la publication des annonces de

bourses, ont fourni des conseils aux postulants sur le processus de réception et d'acheminement des demandes de bourses et des informations sur l'octroi des bourses et le suivi de leur progrès. En outre, ils ont encouragé, en collaboration avec l'Agence interaméricaine pour la coopération et le développement (AICD), la coopération technique entre l'OEA et les États membres. Plusieurs bureaux, voire même la majorité d'entre eux, ont prêté une assistance directe à l'élaboration des projets présentés à l'AICD en vue de leur financement. Les bureaux hors siège ont maintenu des contacts périodiques, dans certains cas en convoquant des réunions avec les représentants résidents des gouvernements donateurs et des organisations régionales et multilatérales, afin de faciliter le démarrage de projets présents et futurs.

Concrètement, les bureaux hors siège se sont acquittés de tâches administratives sous forme par exemple d'assistance au Secrétariat aux conférences et réunions. Le Bureau hors siège à la Barbade, a prêté son assistance à la planification et à la préparation de l'Assemblée générale qui a eu lieu dans ce pays; le Bureau hors siège en République dominicaine a mené des activités analogues pour l'Assemblée des délégués de la CIM tenue à Punta Cana en octobre 2002; le Bureau à la Trinité-et-Tobago en a fait de même pour la Réunion des ministres de la justice qui a eu lieu dans ce pays en mars 2002; et le Bureau au Mexique a participé à la préparation de la session de la CICAD tenue en décembre 2002. En outre, les bureaux ont représenté le Secrétariat général dans plusieurs ateliers, conférences et symposiums, à titre officiel.

Appui à la coopération

Les bureaux hors siège de l'OEA ont supervisé la mise en œuvre de projets et décaissé des sommes considérables destinées à des projets dans les États membres au nom des divers secteurs du Secrétariat général. Bien qu'elle varie d'un bureau à l'autre, cette activité demeure l'une des plus cruciales pour ces bureaux. Entre autres, les bureaux ont encouragé activement le développement intégré, moyennant les activités de partenariat pour le développement, gérées par l'Agence et d'autres secteurs du Secrétariat général de l'OEA. Ils contribuent aussi à l'aide que le Secrétariat général apporte à la Zone de libre-échange des Amériques. En collaboration avec l'Unité sur le commerce, les bureaux ont entrepris des négociations pour participer à des séminaires, des ateliers et cours de formation se rapportant à l'Accord susmentionné.

Parmi les autres organes qui ont reçu ce type d'appui, il convient de mentionner le Service de l'informatique pour le développement humain, de l'AICD; le Bureau des affaires culturelles; le Bureau de la science et la technologie; la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD); la Commission interaméricaine des télécommunications (CITEL); l'Unité sur le commerce; l'Unité du développement social et de l'éducation; l'Unité du développement durable et de l'environnement; l'Unité intersectorielle du tourisme; l'Unité pour la promotion de la démocratie (UPD); la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH); la Commission interaméricaine des femmes (CIM); l'Institut interaméricain de l'enfance; et le Secrétariat exécutif au développement intégré (SEDI). Les bureaux hors siège ont mené les activités suivantes:

- Lutte contre la drogue: soutien des efforts déployés par la CICAD pour élaborer ou moderniser les plans nationaux antidrogues. En outre, appui à la participation des États membres aux mécanismes d'évaluation multilatérale (MEM).
- Promotion des droits de la femme: collaboration aux programmes de coopération exécutés par la Secrétaire exécutive de la CIM sous forme de séminaires et d'ateliers, dans le cadre de l'initiative de promotion d'un traitement égal de la femme dans les secteurs public et privé.
- Renforcement de la démocratie: en collaboration avec l'UPD, élargissement de la participation citoyenne aux processus politiques moyennant leur appui aux missions d'observation des élections,

aux processus de paix et au renforcement des institutions démocratiques. Outre leur collaboration avec l'UPD, plusieurs bureaux ont œuvré avec le Département de l'information pour diffuser des informations sur la Charte démocratique interaméricaine, conformément aux mandats de l'Assemblée générale et du Conseil permanent. Par exemple, le Bureau hors siège en Uruguay a organisé un séminaire à Montevideo sur la Charte démocratique. Le Ministre des affaires étrangères de l'Uruguay, M. Didier Operti et la Coordinatrice exécutive de l'UPD, M^{me} Elizabeth Spehar, ont participé à cette réunion en y faisant des exposés.

- Renforcement du libre-échange: en collaboration avec l'Unité sur le commerce et sous sa direction, la participation des États membres aux négociations de la ZLEA et à la coopération technique connexe a été appuyée.
- Protection de l'environnement: appui au développement durable, avec un accent sur la conservation de l'environnement.
- Défense des droits de la personne: facilitation de la tâche de la CIDH en appuyant les citoyens victimes de violations des droits de la personne.
- Développement du tourisme: une collaboration a été prêtée à l'Unité intersectorielle du tourisme en vue de l'amélioration de l'infrastructure touristique locale et de l'incitation à l'exploitation du potentiel local, en particulier dans le cadre du projet relatif à la compétitivité et la soutenabilité du tourisme dans les Caraïbes.
- Promotion de l'éducation: aide aux différents secteurs du Secrétariat général de l'OEA en vue d'une amélioration des conditions de l'enseignement dans les pays de toute la région.
- Appui à la Convention interaméricaine contre la corruption: en collaboration avec le Secrétariat aux questions juridiques, aide octroyée par plusieurs bureaux, notamment le Bureau à Sainte-Lucie, pour offrir des séminaires régionaux à des fonctionnaires du gouvernement et du personnel juridique sur l'application de cette Convention et les obligations qui en découlent.

Échange des informations

En collaboration avec le Département de l'information et le Bureau des relations extérieures, les bureaux hors siège de l'OEA ont été les principaux instruments de l'échange des informations dans les États membres. Ils ont régulièrement recueilli et diffusé des informations auprès des organismes gouvernementaux pertinents (locaux, régionaux et internationaux), des ONG et des agences de presse. Ils ont aussi convoqué périodiquement des ateliers et des séminaires dans leurs pays respectifs en vue de faire connaître les différents programmes d'assistance technique de l'OEA exécutés dans le pays. Ils ont également assuré le suivi de l'évolution politique et économique dans les États membres et ont tenu informés les secteurs pertinents du siège des résultats obtenus au moyen de rapports ou de bulletins d'information.

Les informations ont été échangées à un niveau officiel et non officiel. Bon nombre des bureaux hors siège ont travaillé en étroite collaboration avec les services de l'information des gouvernements locaux pour élaborer des programmes appropriés et des communiqués de presse qui devaient être remis aux médias et diffusés par la presse écrite et par voie électronique. Les bureaux hors siège ont aussi diffusé les divers programmes de bourses d'études et de recherche parrainés par l'OEA ainsi que d'autres moyens dont peuvent bénéficier les citoyens des États membres. Cela a été possible grâce à l'association novatrice du Bureau hors siège en Uruguay avec les boursiers de l'OEA, qui a encouragé l'obtention de

ressources et de bourses dans le pays. Quelques exemples concrets d'échange des informations effectués par chaque bureau hors siège figurent ci-dessous:

- Réunions périodiques avec les bureaux de liaison entre le Gouvernement et l'OEA sur des projets de développement, présents et futurs.
- Distribution des formulaires de demandes de bourses et d'informations sur les programmes de bourses PRA et SPECAF (au niveau des premier et deuxième cycles d'études supérieures) et de stages professionnels.
- Diffusion de tout le matériel du Département de l'information ainsi que du Magazine *Américas* auprès du public local, du gouvernement, du secteur privé ainsi que des ONG.
- Annonce des visites de travail du personnel de l'OEA.
- Création des pages Web pour les bureaux hors siège en Uruguay et au Guatemala.

Le Secrétariat général de l'OEA coopérera avec le Département de l'information pour publier régulièrement des articles techniques et d'autres types d'articles visant à faire connaître les travaux des bureaux hors siège dans les États membres.

Coopération avec les autres donateurs

La majorité, voire même la totalité, des bureaux hors siège ont entretenu un dialogue permanent avec les bureaux locaux des donateurs internationaux et avec les organisations multilatérales afin de renforcer la coordination entre la communauté locale des donateurs. Dans de nombreux cas, les bureaux hors siège ont également participé aux réunions mensuelles ou trimestrielles de la communauté locale des donateurs et, le cas échéant, ont collaboré aux séances d'information à l'intention de missions de passage composées de donateurs et de fonctionnaires d'autres gouvernements.

Le degré de coordination des donateurs a peut-être été plus élevé entre les organismes du Système interaméricain, et dans les cas où les programmes de coopération mis en œuvre par l'OEA dans des États membres donnés revêtaient un caractère exceptionnel ou une importance considérable pour ces États.

Mandats des Sommets des Amériques

Les services de la plupart des bureaux hors siège commencent à être sollicités de façon croissante pour l'exécution des mandats émanés des Sommets des Amériques. Actuellement, à peine la moitié d'entre eux participent à des mesures d'appui des efforts du Secrétariat général en qualité de "partenaires institutionnels" dans le processus des Sommets. De toute évidence, il faut davantage orienter dans ce sens les secteurs pertinents du Secrétariat pour assurer une utilisation plus efficace des bureaux hors siège dans l'exécution des mandats des Sommets. Le Bureau de suivi des Sommets a reconnu cet état de choses, puisque, en collaboration avec le Bureau du Secrétaire général adjoint, il mettra au point des activités et des initiatives concrètes pour tirer un meilleur parti des bureaux hors siège afin de faciliter les suites données aux mandats des Sommets. Un sujet qui est actuellement envisagé est l'appui que les bureaux peuvent prêter à la société civile dans chaque État membre pour la faire participer aux activités de l'Organisation.

SECRETARIAT AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS

Le Secrétariat aux conférences et réunions a été créé par l'Instruction N° 97-2, conformément aux résolutions AG/RES. 954 (XVIII-O/88) et AG/RES. 1381 (XXVI-O/96). Il a pour mission, d'identifier, d'intégrer, d'administrer et de moderniser les services de conférences que le Secrétariat général doit prêter aux organes politiques de l'Organisation. Il se compose du bureau du Directeur et de trois divisions auxquelles il appartient de coordonner les services de conférences et des langues et d'imprimer ainsi que de diffuser les documents et l'information.

Pendant la période couverte par le présent rapport, le processus de modernisation prévu par l'Instruction N° 97-2 s'est poursuivi et s'est développé parallèlement aux autres processus de réaménagement des bâtiments du Secrétariat général avec une amélioration qualitative et quantitative des services.

Gestion des conférences et réunions

La Direction du Secrétariat aux conférences et réunions (SCR), avec l'appui financier du Sous-secrétariat à la gestion et la collaboration technique du Département de la technologie et des services généraux a remplacé et modernisé le matériel et les installations de microphones de table et d'interprétation simultanée de la Salle *Simón Bolívar*. Les nouveaux matériels permettent d'offrir les services habituels ainsi que de nouveaux services de conférences "multimédias", tous intégrés et compatibles avec les services prêtés par le Département de l'information. Cette nouvelle dimension multimédia du Secrétariat aux conférences et réunions et du Département de l'information a permis en 2002 de tenir d'importantes réunions et débats du Conseil permanent avec la participation non présenteielle du Secrétaire général, en temps réel, par vidéoconférence et avec des services d'interprétation simultanée totalement intégrés dans les quatre langues officielles de l'Organisation.

Le Secrétariat aux conférences et réunions et le Sous-secrétariat à la gestion ont collaboré à la mise au point des procédures administratives d'exécution budgétaire des réunions de l'Organisation à l'aide du système OASES. En ce qui concerne la mise en place et le fonctionnement des systèmes, il a intensifié sa collaboration avec le Département de la technologie de l'information et a intégré la plate-forme informatisée des services des conférences. L'accès à ces services par l'Internet est plus simple et plus facile. Il permet désormais aux usagers et au public en général de consulter en ligne le calendrier des réunions, d'obtenir les documents officiels des réunions par Internet et de consulter l'information enregistrée dans une base de données de référence accessible au public. Le Secrétariat a continué d'établir des bases de données pour intégrer les systèmes de services existants aux systèmes administratifs. La phase d'évaluation de ce processus commencera dans le courant de 2003.

Service des conférences

En ce qui concerne les conférences, le Secrétariat a apporté un appui organisationnel et logistique à la tenue d'environ 540 réunions. Au siège, il a supervisé la tenue de 502 réunions des organes politiques et techniques, du Conseil permanent et de ses organes subsidiaires, du CIDI et de ses organes subsidiaires et des organismes spécialisés suivants: la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH); la Commission interaméricaine des femmes (CIM); la Commission interaméricaine des télécommunications (CITEL); la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD); et l'Institut interaméricain de l'enfance (IIN). Dans les États membres, 13 réunions de haut niveau ont eu lieu, comme par exemple, la XXXII^e Session ordinaire de l'Assemblée générale, la XXXII^e Réunion de la CICAD, la IV^e Réunion des ministres de la justice des Amériques ainsi que diverses réunions techniques de la CIDH, de la CITEL et de la CICAD. Pendant la période à l'étude, le Secrétariat a mis à jour un calendrier semestriel des réunions de l'Organisation, instrument permettant de rationaliser l'utilisation des

ressources nécessaires aux services de conférences et qui fournit à la Commission des questions administratives et budgétaires l'information dont elle a besoin pour affecter aux réunions de l'Organisation les ressources non programmées qui existent au Fonds ordinaire du budget de l'Organisation.

Service des langues

Le Secrétariat aux conférences et réunions a appliqué la politique de modernisation du matériel et d'acquisition de logiciel dans les quatre langues. Il a pris une mesure importante dans ce domaine qui a consisté à nouer et maintenir des relations professionnelles et opérationnelles avec les services linguistiques d'autres organismes nationaux et internationaux pour procéder à des échanges de terminologie et de glossaires. Il a mis à jour le portail du Secrétariat aux conférences et réunions sur Internet qui permet d'avoir accès, de n'importe quelle partie du monde, à une vaste bibliothèque électronique.

Le SCR a sensiblement allongé la liste de ses traducteurs et interprètes extérieurs en y ajoutant des spécialistes du Continent américain tout entier. Il a entrepris en particulier un effort supplémentaire pour accroître le nombre des traducteurs et interprètes résidant dans les États membres, ce qui permet d'effectuer des économies importantes lorsque les réunions se tiennent hors siège.

Division des documents et de l'information

La Division des documents et de l'information a apporté son appui à tous les secteurs du Secrétariat général, au Conseil permanent et à ses Commissions, ainsi qu'à toutes les Missions permanentes et Observateurs permanents qui ont eu besoin de services de documentation et d'information.

Le service d'imprimerie a imprimé pendant la période couverte par le présent rapport 4 933 documents, soit l'équivalent d'environ 5 980 675 pages au total.

Le service de distribution de documents et de publications a distribué des documents aux Missions et Observateurs permanents, par l'intermédiaire d'un service extérieur de messagerie (*Council Run*). Simultanément, les documents ont également été distribués électroniquement à toutes les Missions et Observateurs permanents et aux Bureaux du Secrétariat général au siège et hors siège.

Le Département a utilisé le programme de traitement électronique des documents (IDMS), qui permet un contrôle précis des documents depuis leur établissement jusqu'à leur sauvegarde finale.

Simulation de l'Assemblée générale

Le Secrétariat a prêté son appui à la simulation de l'Assemblée générale de l'OEA pour les universités, qui a été effectuée du 7 au 12 avril 2002 à Washington, DC.

Au siège de l'OEA, 400 étudiants et 39 professeurs provenant de 34 lycées des États-Unis et de Porto Rico ont participé à la simulation de la XXI^e Session ordinaire de l'Assemblée générale de l'OEA pour les établissements de l'enseignement secondaire qui s'est tenue du 3 au 7 décembre 2002.

En outre, la première simulation de l'Assemblée générale de l'OEA à l'intention d'établissements de l'enseignement secondaire du Costa Rica a eu lieu du 2 au 6 décembre 2002 à San José (Costa Rica), avec la participation de 200 étudiants d'établissements de l'enseignement secondaire, de 50 étudiants de l'École des relations internationales de l'Université nationale du Costa Rica et de 34 enseignants provenant des cinq provinces du pays.

L'Université nationale autonome du Mexique, par l'intermédiaire du Gouvernement de ce pays, a renouvelé son offre d'accueil de la simulation de la XXII^e Session ordinaire de l'Assemblée générale qui sera organisée à l'intention des universités du 23 au 28 mars 2003 dans la ville que Querétaro (Mexique). Cette proposition est fondée sur l'accord qui est intervenu entre le Secrétariat général et le Gouvernement mexicain.

MUSÉE D'ART DES AMÉRIQUES

Le Musée d'art des Amériques a été créé en 1976 en vertu d'une résolution du Conseil permanent visant à favoriser l'étude de l'art des Amériques, de susciter un plus grand intérêt pour les arts de ce Continent, d'augmenter les échanges interaméricains et de promouvoir la production artistique dans le Continent américain. Grâce à ses expositions, ses collections, ses programmes éducatifs et ses services de consultation, le Musée est un centre qui encourage l'art du Continent américain et fournit des informations dans ce domaine.

Expositions

Le nombre des expositions temporaires augmente. Elles font mieux apprécier et connaître les diverses expressions artistiques dans les Amériques. Pendant la période à l'étude, 10 expositions ont été organisées. Le Musée a présenté les expositions suivantes: *El Arte del Fantástico* de Muriel Kalish (Etats-Unis); *Ovejas* de Maria Fernanda Cardoso (Colombie); et *Obras Importantes* de la collection permanente. Dans la Galerie ont été présentés: *Una Selección de Fotografías* de la Collection permanente; *Espacios Transitorios* de Anaida Hernández y Rosa Irigoyen (Porto Rico); *Líneas Imaginarias* de Carolina Sardi (Argentine); *Evocando el Caribe* de Annalee Davis (Barbade); *Variables* de Iraida Icaza (Panama); *Una Selección de Dibujos* de la Collection permanente; et *Obras Recientes de Claudio Fontini* (Costa Rica). Plusieurs expositions ont retenu l'attention de la presse pendant cette période, notamment Jeannie Thib (Canada) dans le *Washington Post* (4/4/02); Anaida Hernández et Rosa Irigoyen (Porto Rico) dans le *Washington Hispanic* (17/05/02), *Revista Domingo* (19/05/02) et *Gaceta Iberoamericana* (06/05/02); Carolina Sardi (Argentine) dans *La Plata* (16/07/02) et dans *Arte al Dia Internacional* (08/07/02); Muriel Kalish (Etats-Unis) dans le *Washington Post* (08/08/02); Annalee David (Barbade) dans *Bomb* (hiver 2002-03); et Maria Fernanda Cardoso (Colombie) dans le *Washington Post* (08/09/02, 14/12/02) et *Arte Nexus* (12/12/02).

Collection permanente

Depuis 1949, le Musée collectionne et conserve, avec documents à l'appui, l'œuvre d'éminents artistes du Continent américain. Pendant cette période, la collection permanente s'est enrichie de 76 nouvelles œuvres. Parmi celles-ci, il convient de noter la collection de 66 photographies de plusieurs artistes qui ont fait partie d'une exposition itinérante organisée par le Musée en 1989. Les Amis du Musée ont fait don d'une photographie de grand format de Marcelo Brodsky (Argentine) et John Fein a fait don d'un dessin d'Amelia Peláez (Cuba). Par ailleurs, une série photographique d'images du Guatemala du photographe nord-américain Hans Namuth a été transférée des archives à la collection du Musée, ainsi qu'une série de xylographies d'artistes costariciens. Le Musée a également reçu des dons d'artistes qui ont participé au programme d'expositions temporaires, telles que Anaida Hernández (Porto Rico) et Carolina Sardi (Argentine). Le Musée a prêté des oeuvres d'art de sa collection permanente pour des expositions organisées par des institutions extérieures comme le *Nassau County Museum* de New York, à la Mission du Chili à l'occasion de sa Semaine de l'art, et à l'Ambassade du Chili pour un hommage posthume rendu à Roberto Matta. Le Musée a prêté 18 peintures de grand format à des bureaux de l'Organisation pour être exposés dans les locaux réaménagés du Bâtiment du Secrétariat général ouverts au public. Pendant cette période, 700 œuvres de la Collection permanente ont été transférées du Musée au nouveau dépôt, tandis que les œuvres d'art prêtés à des bureaux situés dans les trois bâtiments du siège faisaient l'objet d'un examen technique et une nouvelle liste détaillée des endroits abritant toutes les œuvres de la collection était soumise à la Division des "Actifs immobilisés". De plus, le Musée a fourni des informations sur sa collection au moyen d'une base de données spécialement conçue pour les musées.

Conservation et préservation

Dans le cadre du projet de transfert des oeuvres de la collection permanente dans le nouveau dépôt, 700 oeuvres ont été soumises à un examen technique, subissant notamment des traitements généraux de nettoyage et d'entretien, tandis qu'une liste de priorités était établie pour les futurs traitements de conservation. Avec l'appui du Département de la technologie et des services généraux, des traitements de conservation et de stabilisation et des travaux d'encadrement ont été effectués sur 18 peintures prêtées pour être exposées dans les espaces réaménagés du Bâtiment du Secrétariat général, notamment des oeuvres de Manabu Mabe, Danilo di Prete, Marcelo Legrand, Hilda Crovo, Carmen Santos, Arturo Kubotta, Tomie Ohtake, Toyota Yutaka, David Manzur, Tikashi Fukushima, Antonio Maro, Manuel Hernández, Rogelio Pole sello et Yolanda Mohalyi.

Archives d'art et matériels audio-visuels

Grâce à ces archives d'art, le Musée continue d'offrir des services de référence à des étudiants, des chercheurs et des collectionneurs qui s'intéressent à l'art latino-américain et caribéen. Dans le cadre de son programme audio-visuel, le Musée a pu prêter et vendre du matériel en vue de son utilisation dans des salles de classe et de sa reproduction dans des publications pédagogiques. Pendant la période considérée, le Musée a reçu un montant de EU\$5 900 au titre de la vente de pellicules et de diapositives se rapportant à l'art des Amériques et un montant de EU\$1 333 au titre des droits de reproduction d'oeuvres de la collection permanente dans diverses publications. En outre, il a produit 310 nouvelles diapositives d'oeuvres d'art faisant partie de ses expositions temporaires à des fins d'utilisation dans des publications, dans la presse et sur la page Web du Musée.

Éducation

Pour renforcer la dimension pédagogique des expositions, le Musée a publié 7 notices et 5 catalogues virtuels destinés à la page Web du Musée. En outre, il a organisé 8 ateliers d'art pour les enfants, 2 conférences présentées par les artistes Annalee Davis (Barbade) et Rosa Irigoyen et Anaida Hernández (Porto Rico); et 2 ateliers pour adultes sur le thème "Comment encadrer des tableaux". Le Musée a régulièrement offert des visites guidées aux étudiants d'université, élèves de lycées, associations culturelles ainsi qu'à d'autres groupes.

Activités spéciales

À l'occasion du lancement de l'édition du Printemps 2002 de *Foreign Affairs en Español* (revue de l'Institut technologique autonome du Mexique), la conférence "Les États-Unis et le Continent américain en 2002" a eu lieu dans le Musée, avec la participation de l'Ambassadeur Robert Zoellick (Représentant des États-Unis pour les questions de commerce extérieur) et du Secrétaire général adjoint, l'Ambassadeur Luigi Einaudi. Environ 200 personnes y ont assisté, et la conférence a été télédiffusée en circuit fermé. Le Musée a fait coïncider avec les fêtes de fin d'année la "Vente annuelle" des oeuvres d'art reçues en don et il a pu ainsi recueillir un montant supérieur à EU\$8 000. Au titre de la location du Musée à des groupes extérieurs, celui-ci a perçu un montant de EU\$7 900. Pour financer le coût des expositions temporaires tenues pendant la période à l'étude, il convient de mentionner que le Musée a reçu une aide de la part d'artistes exposants, de diverses entités extérieures, notamment l'Administration des questions fédérales de Porto Rico, de Ronces de Porto Rico, de l'*Australia Council for the Arts* et de la *Charles Delmar Foundation*; ainsi que des Missions permanentes de la Colombie, de l'Argentine et du Panama qui ont coparrainé les réceptions offertes à l'occasion du vernissage. Pendant cette période, le Musée a également dressé une nouvelle liste d'adresses électroniques pour envoyer le bulletin de ses activités sous forme numérique.

En sa qualité de membre du Groupe “Voisins du Président”, le Musée des Amériques a participé à la réalisation de la “Journée des Musées”, qui chaque année encourage les activités des musées membres, et il a collaboré à la production d’une nouvelle édition de la brochure du Groupe. Il a aussi prêté une assistance technique au Service du Protocole pour l’installation de 4 expositions dans le cadre des “Semaines de l’art”, à l’Association des employés pour la Quatrième exposition annuelle des beaux-arts, et à l’Unité pour la promotion de la démocratie pour un concours d’art. Au niveau international, la Directrice a prononcé 3 conférences à la Bibliothèque Luis Ángel Arango sur la collection permanente et sur des maîtres de l’art latino-américain.

Fréquentation

La page Web du Musée a enregistré 169 887 visites, et 272 165 «pages vues» pendant la période allant de janvier à novembre 2002. Environ 15 000 personnes ont visité le Musée.

BIBLIOTHÈQUE COLOMB

La Bibliothèque Colomb a été créée le 18 avril 1890 par la Première Conférence internationale américaine. Elle constitue un centre moderne d'informations et de documentation qui offre des informations essentielles aux Missions permanentes, au Secrétariat général, à la communauté diplomatique et au public en général. Actuellement, la Bibliothèque remplit le rôle de dépositaire de la mémoire institutionnelle de l'Organisation des États Américains, et de l'Union panaméricaine qui l'a précédée, ainsi que du Système interaméricain, couvrant les deux derniers siècles. Au fil des ans, la Bibliothèque Colomb qui était au départ une bibliothèque traditionnelle, a évolué et a intégré les Archives et le Programme d'administration des documents du Secrétariat général, devenant ainsi le dépositaire des documents de l'OEA.

Le Conseil permanent a décidé d'affecter à la Bibliothèque Colomb EU\$300 000 du Sous-fonds de réserve afin que ses documents et archives soient accessibles par la voie électronique. Parmi les projets figure un projet de conversion rétrospective d'un catalogue de documents qui permettra de donner à environ 15 000 titres de la collection des documents de l'OEA la présentation normalisée de type OCLC MARC. Il a pour objectif de rendre les titres accessibles dans le catalogue en ligne d'accès public de la Bibliothèque (OPAC) et de les mettre à la disposition d'un plus grand nombre de chercheurs sur Internet et sur la page Web de l'Organisation. La Bibliothèque exécute également un projet de conversation et de numérisation pour convertir sous forme numérique un groupe choisi de résolutions et de déclarations du Conseil permanent et les Actes et documents de l'Assemblée générale.

Automatisation

La page Web de la Bibliothèque est actualisée en permanence. Le catalogue en ligne d'accès public (OPAC) offre aux chercheurs un accès à 32 000 publications et documents catalogués par la Bibliothèque Colomb depuis 1980. En 2002, la Bibliothèque a créé les pages suivantes du réseau: Fleurs et plantes qui fleurissent; Journée panaméricaine; Suriname, Leo S. Rowe; La découverte de l'Amérique: Rencontre de deux mondes; et la page de références. Bon nombre d'entre elles sont présentées en même temps que les expositions qui sont montées par la Bibliothèque.

Acquisitions

Des dons reçus de nombreux organismes, notamment de la Mission permanente du Venezuela et du Collège interaméricain de défense, ont donné une impulsion au Programme d'achats. En outre, dans le cadre du projet de réaménagement du bâtiment du Secrétariat général, des petites bibliothèques préalablement abritées dans ce bâtiment ont été transférées et confiées aux soins de la Bibliothèque Colomb. La Bibliothèque a acquis une importante partie des ouvrages de la bibliothèque de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD).

Catalogage

Cette année, la Bibliothèque a catalogué environ 2 109 titres et enregistré les nouveaux documents et publications de l'OEA dans le système de données du Numérotage international normalisé des livres (ISBN) et de la publication à la source (CIP), ce qui assure qu'ils sont disponibles immédiatement dans le catalogue en ligne. La Bibliothèque poursuit ses travaux de publication sous le titre *Selective List of Books Accessioned and New Periodicals Received in the Columbus Memorial Library*. Cette information est régulièrement actualisée et se trouve dans les archives publiques de la Bibliothèque.

Service des références

La demande de services de références continue d'augmenter alors que la Bibliothèque Colomb donne accès aux ressources qui appuient la vision de l'OEA. La Bibliothèque répond aux besoins actuels de recherche, en offrant des archives qui étayent de documents les activités passées et en ouvrent l'accès.

Le Service des références a fait circuler 15 710 ouvrages, et 3 681 publications périodiques. Elle a répondu à 4 573 demandes d'information et a utilisé 4,9 mètres cubes de photographies historiques à cette fin. De son côté, l'Unité de contrôle des documents a répondu à 1 450 demandes d'information et l'Unité de gestion des archives à 800. La Bibliothèque a emprunté environ 2 000 articles à d'autres bibliothèques et en a prêté 1 900 à d'autres bibliothèques. Elle a fait 9 257 photocopies pour le Secrétariat général, les Missions et les usagers extérieurs. Le nombre des demandes d'information par courrier électronique s'est élevé à 1 466.

La capacité du Service des références a augmenté avec l'acquisition de nouvelles bases de données. La Bibliothèque est abonnée à *First Search* et peut accéder à des informations provenant de 70 bases de données qui couvrent une vaste gamme de thèmes. Elle a accès à des milliers de bibliothèques dans le monde et à 5,9 millions d'articles électroniques provenant de 9 000 publications périodiques, dont 3 500 revues électroniques.

L'outil de recherche sur le réseau de *Hispanic American Periodicals Index* (HAPI) offre des informations sur l'Amérique centrale et l'Amérique du sud, le Mexique et les Caraïbes, la zone frontalière entre les Etats-Unis et le Mexique et la collectivité hispanique aux Etats-Unis. La Bibliothèque continue d'avoir accès au WorldCat, à la base de données du recueil des traités des Nations Unies et à *Lexis Nexis*. Récemment elle s'est abonnée à *The Economic Intelligence Unit - Selected Country Profiles and the Official Document System of the United Nations On Line*.

Administration des documents

La Bibliothèque a brassé au total 40 220 documents. Elle a publié deux volumes de *Síntesis de las decisiones tomadas en las sesiones y textos de las resoluciones aprobadas*, en 2000 et 2001 et les a ajoutés sur la page Internet de la Bibliothèque.

Documents et publications de l'OEA

Pendant la période à l'étude, la Bibliothèque a fait face au problème causé par la fermeture de la Librairie de l'OEA. Tout le courrier ayant trait aux documents et publications de l'OEA a été envoyé à la Bibliothèque. La Bibliothèque a reçu 686 demandes de publications de l'OEA. Un bibliothécaire a été nommé Secrétaire technique du Comité des publications.

La Bibliothèque Colomb a été invitée à assister au Séminaire sur l'acquisition de matériels bibliothécaires d'Amérique latine (SALALM) à Ithaca, dans l'état de New York. Un membre du personnel a fait un exposé sur les documents officiels de l'OEA et a été nommé Directeur du Groupe de travail des publications officielles.

Conservation

La Bibliothèque a achevé les travaux de microfilmage des archives officielles de l'OEA correspondant à 1999.

Service d'administration des archives et des documents

La Bibliothèque a organisé plusieurs sessions de formation sur la méthode la plus efficace de gestion des archives des bureaux, y compris l'archivage électronique, alors que les bureaux du bâtiment du Secrétariat général étaient sur le point d'être réaménagés. Le service d'administration des archives et des documents (ARMS) a fait partie intégrante de l'équipe du projet de réaménagement du bâtiment du Secrétariat général étant donné qu'il a contribué à l'élaboration de directives aux fins du déménagement.

Le nombre des caisses placées en dépôt auprès d'une société de services indépendante s'est élevé à 4 561, et 300 caisses d'archives obsolètes ont été détruites. Le Service d'administration des archives a mené les activités suivantes: il a reçu 1 067 caisses d'archives semi actives en vue de leur entreposage, il a envoyé 1 409 caisses vides dans les bureaux en vue du transfert de leurs archives et il a acheminé des archives de valeur permanente qui ont également été entreposées.

Expositions

La Bibliothèque Colomb a organisé dix expositions, entre autres, sur les thèmes suivants: Ouvrages du Venezuela, d'Italie, Commémoration de l'Indépendance de la Grenade, Fleurs et plantes qui fleurissent dans les Amériques, Journée panaméricaine, Festival et fêtes des Amériques, Suriname - 25 ans à l'OEA, Legs de Leo S. Rowe, Découverte de l'Amérique: Rencontre de deux mondes, Jours fériés dans les Amériques.

Visites

La Bibliothèque Colomb a reçu la visite de la Délégation d'Italie dirigée par le Vice-ministre et professeur à l'Université d'Aquila de ce pays, d'étudiants du Collège interaméricain de défense, d'érudits et de chercheurs des États-Unis, du Mexique, du Canada, d'Espagne, d'Argentine, du Brésil, de Colombie, de 82 étudiants internationaux, d'étudiants participant à la simulation de l'Assemblée générale de l'OEA et de différentes universités des États-Unis.

Assistance technique

La Bibliothèque a reçu une assistance technique du Département de la technologie et des Services généraux en vue de l'amélioration de la qualité et de la capacité de ses ordinateurs.

Stagiaires et volontaires

La Bibliothèque Colomb a bénéficié de l'aide de stagiaires et de volontaires qui ont été affectés à des projets spécifiques pour suppléer au manque de personnel interne. Les stagiaires viennent de lycées et d'universités des États-Unis, de l'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que certains des pays Observateurs permanents. Ils ont préparé plusieurs guides et bibliographies.

Une base de données a été créée par un employé retraité du Département d'État des États-Unis, qui travaille en tant que volontaire au projet de catalogage de cartes, enregistrant l'information sur la collection de cartes historiques dont la Bibliothèque est dépositaire.

Formation aux ressources de l'Internet en Amérique latine

La Bibliothèque a offert deux séances de formation concernant les ressources de l'Internet en Amérique latine aux Missions permanentes près l'OEA et au personnel du Secrétariat général.

Propositions de bourses

En réponse à la résolution AG/RES. 1839 (XXXI-O/01), par laquelle la Bibliothèque Colomb doit présenter un plan d'action de trois ans pour renforcer sa situation et obtenir ainsi des ressources du Fonds non ordinaire, celle-ci a soumis deux propositions de bourses. La première a été présentée à l'Institut de la paix des États-Unis pour qu'il affecte des fonds à l'acquisition de matériels bibliothécaires sous plusieurs formes et en rapport avec le maintien de la paix en Amérique latine et dans les Caraïbes. La seconde proposition a été soumise aux Archives nationales et à l'administration des registres des publications historiques nationales (NHPRC), pour qu'il octroie des fonds à la *Historical Photograph Preservation and Access Project - The House of Americas*.

Article publié dans la revue *American Libraries*

Le numéro de décembre de la revue *American Libraries* de l'Association américaine des bibliothèques a présenté un article sur la Bibliothèque Colomb intitulé *More than a Memory Center...The Organization of American States Library has much to offer American librarians and scholars*.

Amis de la bibliothèque

En 1994, sous la direction de l'Ambassadeur de l'Uruguay d'alors, M. Julio César Jáuregui, le Groupe des amis de la Bibliothèque a été officiellement créé. Son rôle consiste à aider la Bibliothèque Colomb à mener certaines des activités planifiées et à susciter de l'enthousiasme pour ses programmes et activités.

Suite à l'exposé fait par la directrice par intérim devant le Conseil permanent en octobre 2001, le Groupe a été réorganisé lors d'une rencontre tenue en février 2002. Il a été convenu qu'il ferait porter ses efforts sur la Bibliothèque tandis que celle-ci applique son plan d'action de trois ans pour renforcer sa situation financière.

COORDINATION ET COOPÉRATION AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS

En application de l'article 112 *h* de la Charte, le Secrétariat général est chargé «d'établir des relations de coopération conformément aux décisions de l'Assemblée générale ou des Conseils avec les institutions spécialisées et d'autres organisations nationales et internationales».

En exécution des mandats émanés de l'Assemblée générale lors de ses Sessions ordinaires tenues à San José (Costa Rica) et à Bridgetown (Barbade), et des résolutions adoptées pendant ses Sessions ordinaires précédentes, le Bureau du Secrétaire général adjoint a assuré la coordination avec d'autres organisations et entités régionales. La collaboration la plus étroite a été établie avec les Nations Unies, la Banque interaméricaine de développement, l'Organisation panaméricaine de la santé et le Secrétariat de la CARICOM. En ce qui concerne les Nations Unies et la CARICOM en particulier, l'un des points les plus importants a été la poursuite de la coopération en vue d'un règlement des difficultés politiques en Haïti.

CARICOM

En février 2002, après que des consultations ont été tenues entre le Ministre des affaires étrangères de Sainte-Lucie, le Sénateur Julian Hunte, le Secrétaire général de la CARICOM et le Secrétaire général adjoint de l'OEA, le Secrétariat de la CARICOM s'est uni aux efforts de l'OEA pour envoyer une autre mission conjointe en Haïti, qui a été codirigée par le Ministre des affaires étrangères Hunte, et le Secrétaire général adjoint de l'OEA, l'Ambassadeur Luigi Einaudi. Cette mission conjointe s'est rendue en Haïti à trois reprises, à savoir en mai, en juin et en juillet 2002. Le Secrétariat de la CARICOM a activement appuyé les activités de l'OEA destinées à faciliter les négociations entre les partis politiques, les membres de la société civile et d'autres entités d'Haïti. De plus, le Secrétaire général a assisté et participé à la réunion annuelle des chefs d'État et de gouvernement de la CARICOM tenue du 3 au 5 juillet à Georgetown (Guyana). Cette réunion a été l'occasion du dialogue qui a réuni les chefs d'État et de gouvernement sur des questions et événements continentaux, y compris la situation en Haïti. Le Secrétariat de la CARICOM continue de s'attacher à l'étude de cette question.

Conformément à la résolution AG/RES. 1893 (XXXII-O/02), une réunion générale a été convoquée entre le Secrétariat général de l'OEA et le Secrétariat de la CARICOM pour le 28 octobre 2002 au siège de l'OEA. Ce fut l'occasion d'analyser les domaines actuels de coopération, d'étudier de nouveaux secteurs et modalités de coopération et d'échanger des informations sur des thèmes politiques, notamment la situation en Haïti; des questions présentant un intérêt tant pour le Secrétariat de l'OEA que pour celui de la CARICOM. Un compte rendu plus complet de cette réunion fera partie du rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale sur la coopération avec les Secrétariats de la CARICOM, des Nations Unies, du Système interaméricain d'intégration centraméricaine (SICA), et de l'Association des États des Caraïbes (ACS), qui sera présenté à la trente-troisième Session ordinaire de l'Assemblée générale qui aura lieu à Santiago du Chili.

Nations Unies

Le domaine principal de coopération entre l'OEA et les Nations Unies au cours de l'année passée a porté essentiellement sur la recherche de solutions aux difficultés en Haïti. Des échanges d'informations réguliers et permanents ont eu lieu avec le fonctionnaire des Nations Unies chargé des questions concernant l'OEA et avec la Directrice de la Division des Amériques de cet organisme. Après la création de la Commission spéciale de l'OEA en Haïti, en avril, le chef de mission, David Lee, s'est rendu à New York pour avoir des entretiens avec la Directrice de la Division des Amériques, M^{me} Angela Kane, et avec d'autres fonctionnaires des Nations Unies afin d'obtenir des informations sur les enseignements qu'ils ont tirés de missions analogues effectuées dans ce pays. Le chef de mission a tenu de nouvelles consultations

avec M^{me} Kane en septembre et a bénéficié de la collaboration apportée par le bureau du PNUD en Haïti, lequel a appuyé un grand nombre des programmes de la mission, dont le séminaire sur le désarmement, tenu les 28 et 29 octobre. Le Secrétaire général adjoint, l'Ambassadeur Luigi Einaudi, a aussi tenu des consultations avec M^{me} Kane le 19 novembre, qui ont été l'occasion d'analyser les activités de coopération entre l'OEA et les Nations Unies, notamment la situation en Haïti. Par ailleurs, un représentant des Nations Unies a participé à la trente-deuxième Session ordinaire de l'Assemblée générale qui a eu lieu à Bridgetown (Barbade). Des efforts ont été aussi déployés dans le domaine de la coopération sectorielle entre diverses unités et bureaux du Secrétariat général de l'OEA et de leurs homologues des Nations Unies. Dans ce cadre, des projets ont été exécutés dans plusieurs secteurs institutionnellement liés aux Nations Unies, entre autres un appui a été accordé à diverses initiatives environnementales, auxquelles contribue l'Unité du développement durable et de l'environnement, ainsi que dans les domaines du déminage et de la gouvernance et démocratie, appuyés par l'UPD.

Autres organisations

L'OEA s'est efforcée de mettre en œuvre des programmes et projets de coopération avec d'autres organisations régionales avec lesquelles elle a conclu des accords officiels de coopération. Parmi celles-ci, il convient de citer l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), l'Association des États des Caraïbes (ACS), et le Secrétariat du Système d'intégration centraméricaine (SICA). S'agissant de l'ACS, les deux organismes se sontentraîdés en assistant à leurs réunions annuelles respectives et, conformément à la résolution AG/RES. 1893, ils ont mis au point des initiatives communes dans les domaines techniques de coopération. Des consultations ont eu lieu avec des fonctionnaires de l'ACS parallèlement à la Session ordinaire de l'Assemblée générale tenue au Costa Rica. De même, les activités de coopération et le Système interaméricain ont été renforcées dans le cadre des travaux du Comité interaméricain pour la réduction des catastrophes naturelles et de la participation active de l'OPS, de la BID, et de la FUPAD, qui ont coopéré étroitement avec le Secrétariat général de l'OEA pour faire face aux catastrophes naturelles et aux questions de prévention des situations de vulnérabilité.